

# RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET OMD : COMPTE À REBOURS VERS 2015

Tous nos travaux sont, fondamentalement, axés sur la réduction de la pauvreté et la réalisation des OMD. L'apport d'appuis aux institutions et aux processus de la gouvernance démocratique donne une voix aux plus pauvres et leur offre la possibilité d'élaborer un avenir meilleur pour eux-mêmes et pour leur communauté. Les activités entreprises par le PNUD avec les pays pour atténuer les impacts des crises et favoriser le relèvement sont toujours axées sur les besoins des plus vulnérables, car ce sont eux qui sont invariablement les plus

touchés par les conflits et les catastrophes naturelles. Enfin, les pertes de biodiversité et les effets des changements climatiques se répercutent eux aussi sur les moyens d'existence et l'avenir des populations les plus pauvres, ce qui ne fait qu'accroître l'importance des travaux du PNUD dans ces domaines.

Le PNUD joue un rôle notable dans les efforts mondiaux visant à la réalisation des OMD. En premier lieu, ses programmes appuient les initiatives gouvernementales orientées dans ce sens, par la fourniture de conseils de politiques et d'assistance technique ainsi que d'apports financiers. En fait, un sondage effectué en 2009 dans les pays où le PNUD fournit un appui solide aux efforts nationaux de réalisation des OMD a révélé que 90 % d'entre eux avaient inclus au moins l'un des OMD dans leur plan de développement national. Aujourd'hui, avec le concours du PNUD, plus de 60 pays ont adopté des stratégies de développement nationales fondées sur les OMD.

En second lieu, notre organisation coordonne les activités des Nations Unies dans le domaine du suivi des taux de réalisation des OMD des pays. Ces activités de suivi revêtent une urgence toute particulière étant donné la crise économique qui continue de s'opposer à l'obtention de progrès en matière de développement humain et à la réalisation des OMD dans un grand nombre de pays. Sans un engagement renouvelé en faveur d'actions concrètes, globales et ciblées, nombre de pays n'atteindront pas plusieurs des cibles des OMD d'ici 2015.

Le PNUD fournit des appuis monétaires ainsi qu'une assistance spécialisée à plus de 30 pays qui s'attachent à élaborer des rapports détaillés sur les OMD à temps pour le Sommet des Nations Unies pour l'examen des OMD prévu pour septembre 2010. Cet événement offrira aux dirigeants mondiaux une possibilité unique d'intensifier leurs efforts collectifs et de forger un consensus sur les actions nécessaires pour assurer la réalisation des OMD d'ici la date fixée.

Ces rapports de pays sur les OMD permettront d'analyser en détail les facteurs qui font que les pays réalisent des progrès dans la réalisation de certains OMD et pas d'autres. Ils exposeront également en détail les actions nécessaires pour réaliser les OMD au cours du temps qu'il reste pour ce faire. Leur but est de mettre l'accent résolument et empiriquement sur les mesures qui se sont révélées efficaces au niveau des pays, avant le Sommet. Ils fourniront aussi aux parties prenantes nationales, instances gouvernementales, bailleurs de fonds et organisations de la société civile, un cadre commun auquel les pays souscriront en vue d'un renforcement de leur action.

Notre organisation dirige également la préparation d'une évaluation internationale qui déterminera les mesures à prendre pour réaliser les OMD, tâche requise par les dirigeants du Groupe des huit (G8) en 2009. Cette évaluation, qui sera lancée en juin 2010 à la réunion du G8 au Canada, examinera en particulier ce qu'il faut faire pour accroître l'échelle des interventions ayant fait leurs preuves au niveau national, compte tenu du fait que beaucoup de pays s'efforcent encore de se remettre de la récession mondiale et d'autres chocs tels que la crise alimentaire et la crise des carburants.

Enfin, le PNUD formule actuellement une *Stratégie de percée pour les OMD* définissant un cadre d'identification des facteurs qui freinent les progrès des pays dans la réalisation des OMD et d'accélération de ces progrès. Cette stratégie exposera également en détail les interventions qui ont fait leurs preuves et les leçons à en retenir pour lever les obstacles et guidera l'appui fourni par le PNUD pour établir des fondations propices au maintien des progrès obtenus, atténuer les risques

## APPUI DU PNUD À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET À LA RÉALISATION DES OMD

Pays ayant demandé et reçu des appuis du PNUD en 2009	137
Pourcentage de pays où le PNUD fournit des appuis à la réalisation des OMD ayant inclus au moins un OMD dans leur plan national	90 %
Pays où le PNUD a produit des évaluations des OMD au niveau du pays en 2009	17

Enfin, le PNUD formule actuellement une *Stratégie de percée pour les OMD* définissant un cadre d'identification des facteurs qui freinent les progrès des pays dans la réalisation des OMD et d'accélération de ces progrès. Cette stratégie exposera également en détail les interventions qui ont fait leurs preuves et les leçons à en retenir pour lever les obstacles et guidera l'appui fourni par le PNUD pour établir des fondations propices au maintien des progrès obtenus, atténuer les risques

Enfin, le PNUD formule actuellement une *Stratégie de percée pour les OMD* définissant un cadre d'identification des facteurs qui freinent les progrès des pays dans la réalisation des OMD et d'accélération de ces progrès. Cette stratégie exposera également en détail les interventions qui ont fait leurs preuves et les leçons à en retenir pour lever les obstacles et guidera l'appui fourni par le PNUD pour établir des fondations propices au maintien des progrès obtenus, atténuer les risques

Enfin, le PNUD formule actuellement une *Stratégie de percée pour les OMD* définissant un cadre d'identification des facteurs qui freinent les progrès des pays dans la réalisation des OMD et d'accélération de ces progrès. Cette stratégie exposera également en détail les interventions qui ont fait leurs preuves et les leçons à en retenir pour lever les obstacles et guidera l'appui fourni par le PNUD pour établir des fondations propices au maintien des progrès obtenus, atténuer les risques



de revers et renforcer les partenariats nécessaires pour réaliser les OMD d'ici 2015.

Les conseils de politique fournis par le PNUD aux pays en développement en 2009 étaient concentrés en grande partie sur l'intégration des OMD dans les plans de développement nationaux ainsi que sur l'expansion des initiatives en cours visant à la réalisation des OMD. En **Colombie**, par exemple, notre organisation fournit des appuis techniques et financiers ainsi que des conseils aux administrations locales pour les aider à inclure la sensibilisation aux OMD dans leurs programmes de politique et leurs plans de développement. Grâce à ce travail, 346 millions de dollars ont été mobilisés pour financer l'application de 11 politiques. En partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le PNUD a établi une base de données socioéconomiques détaillées contenant des informations actualisées sur les cibles nationales des OMD.

### EFFICACITÉ DE L'AIDE

L'imprévisibilité des flux d'aide publique au développement (APD) dans le contexte de la récession mondiale actuelle confère une importance plus grande que jamais aux efforts nationaux visant à assurer un emploi rationnel et transparent de l'aide. Avec le concours du PNUD, plus de 60 pays en développement se sont dotés de systèmes d'information pour la gestion de l'aide, comportant notamment des sites Web et des bases de données.

Ces systèmes autorisent une gestion et une coordination efficaces de l'aide en fournissant des informations facilement accessibles et opportunes sur les flux d'aide en cours et prévus, ventilés par organisme de financement, secteur d'activité et région géographique. La mise en place d'un tel système en **Tanzanie**, avec l'appui du PNUD, a amélioré la prévisibilité des flux d'aide. Le ministère des Finances est aujourd'hui en mesure de prendre des décisions plus informées dans le domaine des

*Au Lesotho, Mojalefa John Ntlabo pratique la vente de produits de santé de porte à porte, commerce qu'il a établi avec l'aide d'un programme d'emploi de jeunes du PNUD.*

politiques et du budget, décisions qui sont aussi mieux alignées sur la stratégie de développement nationale.

Au **Mali**, avec le soutien du PNUD, le gouvernement a établi un service de type guichet unique pour faciliter la coordination de l'aide. En 2009, le PNUD a aidé le gouvernement et une dizaine de ses partenaires internationaux à conclure un accord précisant les rôles que jouent les divers bailleurs de fonds et les façons d'aligner leurs interventions sur les objectifs généraux du développement du pays. Cet accord met l'accent sur les principaux secteurs sociaux du développement, notamment l'éducation, la santé et la décentralisation de la gouvernance. Le PNUD aide actuellement à coordonner les activités des organismes donateurs actifs au Mali et, avec d'autres partenaires, a établi un fonds commun pour acheminer les ressources, visant à renforcer les capacités du Secrétariat à l'harmonisation de l'aide, organisme gouvernemental.

### SUIVI ET ÉVALUATION DE LA PAUVRETÉ

Les gouvernements doivent pouvoir identifier les problèmes avant d'appliquer des mesures pour les résoudre. Dans cette optique, le PNUD œuvre avec les pouvoirs publics de tout le monde en développement pour établir des systèmes complets d'évaluation et de suivi de la pauvreté, depuis des recensements de base jusqu'à des outils plus complexes qui fournissent des données fiables en temps opportun sur la pauvreté et l'inégalité.

Du fait de la dépression de l'économie nationale et des taux de chômage élevés, conséquences de la récession mondiale, les recettes fiscales se tarissent et les administrations locales et les services qu'elles fournissent en pâtissent. En 2009, le PNUD a commandité une étude sur les effets de la crise économique sur les communautés locales en **Moldova**. Des spécialistes ont mené des interviews avec des maires, des médecins, des agents de services sociaux et des directeurs d'écoles ainsi qu'avec des entreprises privées sur l'impact qu'a la crise sur les communautés.

Dans le cadre de cette initiative, il a été procédé à un sondage d'opinion dans toute la Moldova ainsi qu'à des travaux avec des groupes de consultation auprès des segments de population vulnérables, notamment des migrants de retour au pays. Les données statistiques recueillies ont permis d'effectuer une analyse quantitative de l'impact de la crise sur la situation socioéconomique. Le rapport final a émis des conseils des politiques adaptés aux besoins et aux réalités auxquelles sont confrontés les entreprises, les particuliers et les administrations locales en Moldova. Les administrations locales ont fait usage des données recueillies pour réduire les dépenses. Les constats et les recommandations de politique

de l'étude établissent une base solide de dialogue permanent entre les pouvoirs publics locaux et centraux alors que la crise continue de sévir et de se répercuter sur les communautés locales.

### MARCHÉS INCLUSIFS ET MOYENS D'EXISTENCE DURABLES

Les marchés inclusifs apportent aux pauvres des possibilités de prendre part aux activités du secteur privé et d'en bénéficier. Trop souvent, toutefois, les petites et moyennes entreprises ne disposent pas du capital humain, des réseaux et des ressources financières nécessaires à la croissance, tout particulièrement devant les intérêts privés monopolistiques ou oligarchiques qui font usage de leur puissance pour étouffer la concurrence et l'initiative locales.

En **Chine**, un programme du PNUD, de longue durée, destiné à aider les agriculteurs pauvres a produit pour ceux-ci de substantielles augmentations de revenus. En 2009, ce programme qui permet aux coopératives agricoles d'accéder à des technologies novatrices et respectueuses

des petits exploitants agricoles dans l'économie de marché par l'établissement et le soutien de coopératives de services agricoles. Dans la région de la Crimée, ainsi que l'a indiqué un sondage sur la pauvreté mené par le PNUD, plus de 40 % des participants habitant en milieu rural disposent de revenus inférieurs de beaucoup au salaire minimum vital ; l'amélioration de leurs moyens d'existence est donc indispensable pour que l'Ukraine puisse espérer atteindre l'OMD 1, qui est celui de la réduction de moitié de la pauvreté extrême d'ici 2015.

En 2009, par une assistance technique et des appuis financiers partiels, le Programme du PNUD pour l'intégration et le développement de la Crimée a favorisé la création et le lancement de 12 coopératives, bénéficiant à leurs 855 adhérents de différents groupes ethniques. Les 470 adhérents de coopératives nouvellement lancées mais pas encore officiellement enregistrées ont également reçu une formation et des appuis.

Les coopératives offrent à leurs membres un certain nombre d'avantages, depuis l'accès à des installations communes de stockage et de traitement des produits agricoles jusqu'aux achats groupés de semences, de fertilisants et de matériel agricole. Par leur action collective, les agriculteurs peuvent également obtenir de meilleurs prix, des prêts, des dons et des subventions, et réduire leurs coûts. Le PNUD a joué un rôle consultatif des plus essentiels pour les coopératives, en organisant des séminaires sur la planification des entreprises et en employant des experts pour apprendre aux agriculteurs des techniques culturelles efficaces et des méthodes à la pointe du progrès pour la production et le stockage des denrées agricoles.

### LES FEMMES ET LA PAUVRETÉ

Toute initiative visant à réduire la pauvreté doit incontestablement inclure les femmes et tenir compte de leurs préoccupations et de leurs priorités, mais aussi, dans de nombreux cas, cibler les femmes en tant que principales bénéficiaires. Le PNUD s'emploie à remédier aux inégalités entre les sexes et à autonomiser les femmes dans tous ses domaines de pratique, notamment par ses travaux visant les moyens d'existence et la génération de revenus. À **Djibouti**, par exemple, l'un de ses programmes aide un organisme de développement gouvernemental à créer et à gérer des établissements de microcrédit. C'est ainsi qu'en 2009, la Caisse populaire d'épargne et de crédit (CPEC) a été fondée, comptant 87 % de femmes parmi ses près de 4 500 adhérents. Comme dans beaucoup d'établissements de microcrédit ciblant prioritairement les femmes, les taux de remboursement sont particulièrement élevés (atteignant 97 % dans le cas de la CPEC).

# 3 412 826

Nombre de personnes ayant subi des tests de dépistage du VIH et reçu des conseils grâce à des dons du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, administrés par le PNUD, en 2008 ; 16 842 045 personnes ont reçu un traitement antipaludéen et 595 467 cas de tuberculose ont été détectés et traités.

de l'environnement par le biais d'interventions d'experts en agriculture est officiellement devenu un programme gouvernemental exécuté au niveau national. Les experts reçoivent une part des bénéfices réalisés par les agriculteurs, ce qui les encourage à jouer un rôle plus actif pour assurer la réussite de ceux-ci. Les agriculteurs n'apprennent pas seulement à appliquer de nouvelles technologies mais aussi à mieux organiser leur entreprise.

Grâce à un réseau de 70 000 experts, provenant d'organismes gouvernementaux, d'établissements d'enseignement et d'institutions de recherche, environ un million d'agriculteurs ont bénéficié du programme et ont obtenu des augmentations de leurs revenus annuels allant de 9 à 26 %. Le programme, actuellement mis en œuvre dans 1 800 des 2 872 comtés de la Chine, sera étendu pour couvrir 80 % du pays d'ici cinq ans, le but ultime étant de fournir un accès direct aux experts en technologies agricoles dans tous les villages d'ici 10 à 15 ans.

En **Ukraine**, en partenariat avec le gouvernement et l'Agence canadienne de développement international, le PNUD renforce la compétitivité

Au **Kenya**, les femmes et les enfants ont été particulièrement affectés par les perturbations économiques résultant de la crise actuelle au niveau mondial et local. Un programme commun du PNUD, de l'*Equity Bank* du Kenya et du ministère du Commerce promeut les activités des femmes entrepreneurs par des activités de formation qui leur inculquent d'importantes connaissances en



*Programme de réduction de la pauvreté par la création d'entreprises, mis en œuvre par le PNUD dans le Territoire palestinien occupé.*

gestion des entreprises, depuis la conception de plans d'affaires efficaces jusqu'aux formalités d'enregistrement des compagnies. Les femmes se voient offrir des services d'instruction individuels, en sus de financements par des emprunts et de produits financiers spécifiquement adaptés à leurs besoins proposés par l'*Equity Bank* du Kenya.

En 2009-2010, un premier groupe de 144 femmes entrepreneurs a achevé le cursus de formation du programme, et parmi elles la propriétaire d'une entreprise de transport scolaire qui a également obtenu un prêt pour ajouter un autobus à son petit parc automobile. Le programme a déjà fourni 5,4 millions de dollars de prêts à 350 femmes chefs de moyennes ou de grandes entreprises

### **VIH ET SIDA**

Avec plus de 33 millions de personnes vivant avec le VIH de par le monde, l'épidémie n'est pas seulement une crise de santé publique mais aussi une crise de développement humain. Le resserrement des liens entre les ripostes au VIH et les initiatives générales de développement et de santé est indispensable à la réalisation des OMD.

En tant que coparrain du Programme commun des Nations Unies sur le VIH et sida (ONUSIDA), le PNUD prend en considération les dimensions de l'épidémie de VIH qui touchent à la planification du développement, à la gouvernance, aux droits de la personne et à l'égalité des sexes. Il appuie également les pays pour les aider à mettre en œuvre les programmes de lutte contre le VIH et de santé

financés par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Notre organisation aide les pays à faire un emploi efficace des financements fournis par le Fonds mondial, en veillant à ce qu'ils tirent parti de leurs capacités en matière de gouvernance, de partenariats, de passation de marchés, de financement et de gestion de projets pour obtenir de solides résultats dans le domaine de la santé. En mars 2010, le PNUD faisait fonction de récipiendaire du Fonds mondial dans 26 pays et administrait 72 dons d'un montant total de plus de 1,3 milliard de dollars. Dans 10 pays, le PNUD a transféré la gestion du programme du Fonds mondial à des entités gouvernementales ou à des organisations de la société civile, après avoir contribué au renforcement de leurs capacités.

Au **Bélarus**, par exemple, dans le cadre d'un programme du Fonds mondial visant à maîtriser la propagation de la tuberculose, le PNUD s'est attaché à apporter des changements systémiques de grande ampleur, notamment par des révisions des directives nationales de traitement, une réforme du service de laboratoire national, l'introduction de formulaires d'inscription et de rapports de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le lancement d'une base de données nationale sur la tuberculose. En 2009, 200 patients ont commencé un traitement contre une forme de tuberculose multirésistante, forme létale de la maladie difficile et coûteuse à traiter. Un nouveau don du Fonds mondial permettra d'étendre le programme de traitement à 2 000 patients, soit une couverture à 80 % des patients porteur de cette souche résistante au Bélarus.

Dans plus de 30 pays, le PNUD s'emploie à instaurer un environnement juridique porteur qui est nécessaire à la mise en œuvre de ripostes durables et efficaces à l'épidémie de VIH. Au **Mozambique**, il a fourni une assistance technique à des parlementaires, durant la rédaction d'un projet de loi visant à protéger les droits des femmes, hommes et enfants séropositifs. Dans sa version finale, ce texte reconnaît que la stigmatisation et la discrimination font obstacle aux efforts de prévention et de traitement de l'infection par le VIH et il interdit donc l'exclusion de l'accès aux services publics en raison du statut sérologique. Le projet de loi interdit également le dépistage obligatoire, exige des établissements d'enseignement qu'ils dispensent des informations sur la prévention de l'infection par le VIH dans le cadre de leurs programmes de cours, et donne aux enfants vivant avec le VIH les mêmes droits à l'éducation que les autres enfants. ●

600

Nombre d'entités gouvernementales locales partenaires du Fonds dans les 49 pays où il est actif.

Le Fonds pour la réalisation des OMD a été établi en 2006 pour appuyer les efforts nationaux visant à accélérer la réalisation des OMD. En 2009, il a donné son approbation finale à 128 nouveaux programmes entrepris conjointement avec les Nations Unies dans 50 pays du monde pour résoudre divers problèmes de développement allant de la sécurité alimentaire et de la nutrition de l'enfant à l'égalité des sexes, aux changements climatiques et à l'emploi des jeunes.

Selon son approche collaborative et participative, le Fonds a réuni près de 2 000 partenaires, comprenant des coopératives agricoles, des groupes de médias, des administrations locales et nationales et des entreprises privées, dont les efforts visent à apporter des changements systémiques réels. C'est ainsi qu'en **Angola**, quatre organismes des Nations Unies, dont le PNUD, ont fait équipe avec les administrations locales, des ONG et des groupes de citoyens pour s'assurer que les familles pauvres aient facilement accès à l'eau potable et à l'assainissement. Intervenant dans le cadre du programme national sur l'accès à l'eau, le programme commun du Fonds a mis en place des politiques et des règlements favorables aux pauvres qui prévoient une gestion communautaire des installations locales d'alimentation en eau et d'assainissement.

À l'extérieur de Cacuaco, à pas plus de 15 km de Luanda, la capitale, le programme commun des Nations Unies œuvre avec les pouvoirs publics locaux pour assurer l'accès à l'eau potable à quelque 35 000 personnes. L'administration a non seulement fourni près d'un tiers des fonds mais elle a également

conclu des contrats pour l'aménagement de 25 points d'eau. Le programme a aussi travaillé avec des partenaires locaux pour élaborer un modèle de gestion de l'eau à base communautaire qui confiera aux citoyens la responsabilité de la gestion durable de cette précieuse ressource.

À la fin 2009, les chefs d'État de la **Bolivie**, du **Costa Rica** et du **Guatemala** ont lancé une série de programmes soutenus par le Fonds dans le cadre des efforts nationaux d'élimination de la pauvreté. Cette appropriation nationale est l'un des principes de base du Fonds, qui est également reflété dans l'appui qu'il offre à la société civile. En fait, le Fonds apporte son concours à une initiative conjointe du PNUD et de la Campagne Objectifs du Millénaire des Nations Unies, d'un budget de 1,7 million de dollars, conçue pour renforcer la voix des citoyens dans la définition des politiques et des pratiques relatives aux OMD au niveau national au **Brésil**, en **Éthiopie**, au **Mozambique**, au **Népal**, aux **Philippines** et au **Sénégal**.

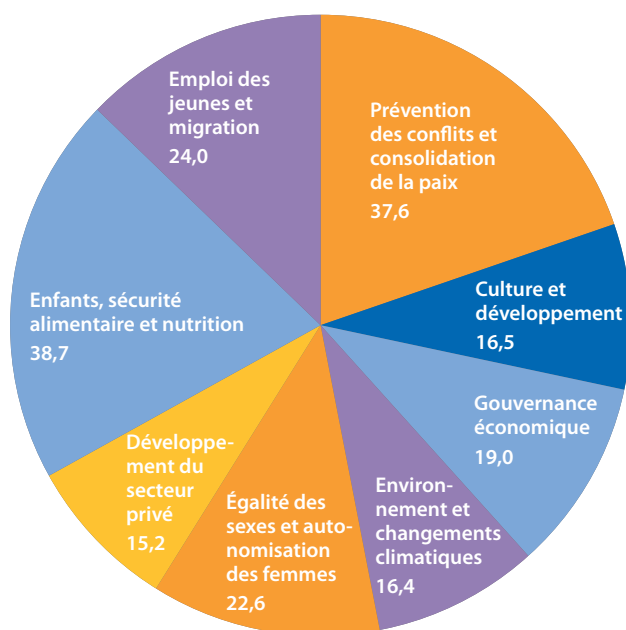
Aux Philippines, par exemple, cette initiative favorise la formation de coalitions pour la réalisation des OMD avec différents groupes de la société civile, souvent marginalisés, tels que les personnes déplacées, les agriculteurs, les jeunes et les femmes. Ces coalitions s'emploient à déterminer ceux des OMD auxquels il convient d'accorder la priorité dans leurs communautés et elles produiront un rapport citoyen sur les OMD qui sera remis aux pouvoirs publics nationaux.

Étant donné que les organismes des Nations Unies, tels que l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial, sont requis d'œuvrer de concert au niveau des pays pour pouvoir prétendre à l'appui du Fonds, celui-ci contribue à accroître l'efficacité et la coopération au sein de l'Organisation. Les 20 organismes des Nations Unies qui peuvent accéder au Fonds doivent formuler ensemble une idée de programme, un budget commun et un plan d'exécution, ce qui place le Fonds au premier plan du processus de réforme de l'Organisation et favorise considérablement les efforts axés sur l'unité d'action de celle-ci.

À mesure que le Fonds s'orientera davantage sur la mise en œuvre des programmes de réduction de la pauvreté après avoir appuyé la conception de ces programmes, il favorisera l'instauration d'une culture du suivi et évaluation, qui recueillera des informations précieuses et qui permettra de tirer des leçons en vue d'améliorer les interventions subséquentes.

DÉPENSES DU FONDS POUR LA RÉALISATION DES OMD PAR THÈME, 2009\*

En millions de \$EU  
TOTAL : 190



\* Chiffres préliminaires au 14 avril 2010  
Les variations mineures des totaux proviennent de l'arrondi des chiffres.  
Source : PNUD/Bureau des Fonds d'affectation spéciale multidonateurs

# GROS PLAN : RWANDA

## LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA GOUVERNANCE LOCALE

### FAITS SUR LE RWANDA

Taux de personnes  
vivant avec le VIH :  
**2,8 %**

Taux de scolarisation  
dans l'enseignement  
primaire : **97 %**

Femmes membres du  
Parlement : **56 %**

Murengerantwari Syldio est un agriculteur du **Rwanda**, du district de Rulindo, qui jusqu'à une date récente ne pouvait pas vendre sa production aux districts voisins en raison du mauvais état des routes. Grâce à un programme des Nations Unies qui renforce les administrations gouvernementales locales, appuyé en partie par le PNUD et par le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) relevant de celui-ci, les dirigeants locaux œuvrent de concert pour apporter à leurs administrés des améliorations durables, dues à l'initiative communautaire. Grâce à quoi M. Syldio et d'autres agriculteurs de sa communauté disposent aujourd'hui d'un pont qui relie leur village aux communautés avoisinantes, ce qui lui permet de vendre de ses récoltes et améliore ses conditions de vie.

La plupart des apports du PNUD au Rwanda, de 1994 à 2001, avaient pour objet d'appuyer le Programme d'urgence de réinsertion et de reconstruction, initiative gouvernementale, et se situaient ainsi dans le contexte du relèvement des crises à long terme. Au fil de la dernière décennie, toutefois, la situation politique et intérieure du Rwanda s'est améliorée. En conséquence, le PNUD a modifié l'orientation de ses contributions pour appuyer la Vision 2020 du gouvernement, plan national qui comprend des stratégies de réduction de la pauvreté et des mesures politiques, sociales et économiques devant être appliquées pour transformer le pays, qui appartient actuellement à la catégorie des pays les moins avancés, en vue d'en faire un pays à revenu intermédiaire d'ici 2020.

En particulier, le PNUD a été le premier fournisseur de conseils, de plaidoyer et de dons en faveur d'initiatives de développement au Rwanda, telles que le programme de décentralisation du district de Rulindo. Le FENU a apporté un appui pour répondre aux besoins spécifiques au niveau local, consistant en des dépenses d'équipement et en une formation des dirigeants locaux à la bonne gouvernance. Avec l'UNICEF, notre organisation a aidé l'Institut national de la statistique à recueillir et à analyser des données, pour permettre aux responsables des administrations locales de planifier sur des bases fiables.

Toutes ces grandes réformes aident la population rwandaise à répondre à ses besoins

les plus pressants. L'amélioration de la gouvernance dans le district de Rulindo s'est traduite par une amélioration de l'infrastructure. C'est ainsi, par exemple, que la planification fondée sur des données factuelles se concentre sur les besoins spécifiques de la communauté, tels que le pont qui a donné accès aux agriculteurs à de nouveaux débouchés pour leurs produits mais qui a également permis aux enfants de se rendre à l'école et qui a amélioré l'accès des forces de police à la communauté.

Au total, plus de 700 000 habitants des districts ruraux de Gicumbi et de Rulindo ont bénéficié de ce programme de réforme institutionnelle qui promeut la décentralisation et les initiatives locales de développement en appuyant les activités participatives, transparentes et équitables de l'administration locale. Selon une évaluation indépendante commanditée par le PNUD, les revenus des ménages ont augmenté, de même que les recettes fiscales des districts, et les systèmes administratifs locaux ont été renforcés.

En 2007, le Rwanda est devenu l'un des huit pays pilotes de l'initiative *Unis dans l'action*, qui vise à accroître la cohérence des interventions des Nations Unies pour relever les défis du développement au niveau des pays. Aujourd'hui, les organismes des Nations Unies mettent en œuvre des activités de développement alignées sur les priorités des pays eux-mêmes et relevant d'un programme unique et d'un budget unique. Le PNUD joue en la matière un double rôle, d'une part en tant qu'organisme des Nations Unies et partenaire au développement des pays et d'autre part en tant qu'entité de coordination du programme *Unis dans l'action*.

Une initiative particulièrement efficace du programme *Unis dans l'action* à laquelle le PNUD a contribué, avec l'UNICEF et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), porte sur le problème de la violence sexospécifique que le Gouvernement du Rwanda considère comme un grave obstacle au développement humain. Les trois organismes des Nations Unies ont donc coopéré pour appuyer la révision de la législation rwandaise et pour promouvoir de nouvelles dispositions, dont une loi sur la violence sexospécifique qui a été adoptée par le parlement en 2006. Ce texte définit la violence sexospécifique, prévoit



*Murengeantwari Syldio, agriculteur rwandais, est l'un des nombreux bénéficiaires d'un programme conjoint de gouvernance locale du PNUD et du FENU ayant apporté des améliorations au niveau communautaire.*

la mise en œuvre de campagnes d'éducation, nombre de celles-ci ciblant les hommes, et établit des sanctions pour les contrevenants.

Dans le cadre de la même initiative, il a été créé à Kigali un centre qui fournit des soins de santé, des appuis juridiques et des conseils psychosociaux aux victimes et qui mène des activités de sensibilisation à la violence à l'égard des femmes, en particulier à l'intention des hommes. Ce centre multiservices accueille les victimes de violences qui peuvent entreprendre les démarches requises pour présenter leur cas en

vue du lancement d'une enquête ; au cours de sa première année d'activité, le centre a mené des enquêtes sur 1 777 affaires de viol, qui ont abouti à 803 condamnations.